



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

Environnement - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité au titre de 2019 - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle était arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté d'Agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de Construction Réalisation Exploitation Maintenance dit « CREM » pour le process), la Communauté d'Agglomération a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, Voirie Réseaux Divers - VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- Réaliser la réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

S'agissant du process, les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT, y compris le montant lié à l'exploitation de l'installation pour une durée de 6 ans à compter de sa réception, hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève quant à elle à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT

À l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD) de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT, en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M, a fait établir le projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018. L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 € HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'APD, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du MGP nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri qui concernent la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment Process rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, les marchés, répartis en 18 lots, ont été attribués en novembre 2018 pour un montant de 4 337 K € HT, en augmentation de 171 K € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 K € HT.

S'agissant des procédures administratives, l'arrêté de Permis de Construire a été délivré le 25 octobre 2018 et l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 a été délivré par Monsieur le Préfet le 21 décembre 2018.

Au terme de la période de préparation, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019, conformément au planning prévisionnel.

Une attention particulière a été portée tout au long de l'année 2019 sur le respect du calendrier prévisionnel d'exécution des différents marchés et la bonne gestion des interfaces complexes entre les travaux du process objet du MGP et les travaux de VRD / bâtiment afin de limiter l'arrêt de l'usine.

L'ancien process a continué à être exploité jusqu'au 24 mai 2019, date du début de son démantèlement. Le montage du nouveau process a été achevé fin décembre 2019, permettant à l'activité de tri de reprendre progressivement à partir du début de l'année 2020 avec les réglages des nouveaux équipements. Conformément aux termes du MGP, les déchets recyclables collectés pendant cette période de montage du process ont été acheminés par le titulaire vers des installations extérieures pour valorisation.

Au cours de l'exécution des travaux de bâtiment / VRD, un certain nombre d'adaptation et de travaux complémentaires sont apparus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage, se traduisant par la passation d'avenants aux marchés de travaux pour un montant global de 219 460 € HT.

Le bâtiment réhabilité a été réceptionné le 20 décembre 2019. S'agissant du process, compte-tenu de la survenance de l'épidémie de Covid-19, les opérations de réception du process initialement prévues au premier trimestre 2020 ont été décalées et la réception de l'installation est prévue au dernier trimestre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Les 600 K € prévus au titre du versement d'avances ont été réalisés en 2019, portant à 2 000 K € le montant total des avances versées, conformément au bilan approuvé en 2019, inchangé pour 2019. 166 K € HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 567 000 € HT au 31 décembre 2019, portant le montant prévisionnel de la rémunération à 709 K € HT.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2019 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 10 908 K € TTC, dont 9 329 K € au titre de l'exercice 2019.

À ce stade du projet et au regard notamment du constat de la bonne exécution des marchés de travaux, le montant prévisionnel du bilan est maintenu à 19 310 K € TTC, sans modification par rapport au bilan approuvé dans le cadre des CRAC 2017 et 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2019 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- d'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146958-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02905_CRAC_2019_VD.pdf

- 02905 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.